

Brochure n° 3154

Conventions collectives nationales
NÉGOCE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

IDCC : 398. – **Ouvriers**

IDCC : 533. – **ETAM**

IDCC : 652. – **Cadres**

AVENANT DU 22 FÉVRIER 2011
À L'ACCORD-CADRE DU 13 MARS 2002 RELATIF AUX CQP

NOR : ASET1150803M

IDCC : 398, 533, 652

Le présent avenant a pour objet de compléter l'article 2 « Conditions d'obtention d'un CQP » du chapitre I^{er} de l'accord-cadre du 13 mars 2002 mettant en œuvre le dispositif des CQP de branche.

Article 1^{er}

Champ d'application de l'accord

Le présent avenant s'applique à l'ensemble des entreprises et des salariés relevant des conventions collectives du négoce des matériaux de construction (convention collective nationale n° 3154) en vigueur sur le territoire métropolitain et les DOM.

Article 2

Modifications apportées à l'article 2 de l'accord-cadre du 13 mars 2002

L'article 2 « Conditions d'obtention d'un CQP » est complété comme suit :

« Le titulaire d'un CQP de la branche du négoce des matériaux de construction qui souhaite obtenir un autre CQP comportant des unités de compétence communes au CQP déjà acquis pourra suivre un parcours de formation sur les seuls modules de formation manquants et sera évalué sur ces seules unités :

- d'une part, en organisme de formation, dans le cadre de la démarche d'évaluation utilisée pour l'accès formation ;
- d'autre part, en entreprise, selon les critères définis dans le référentiel activités et compétences du métier visé par le CQP.

Le candidat devra apporter la preuve que les modules ont bien été acquis et validés dans les 5 années maximum et qu'il occupe l'emploi correspondant au dernier CQP obtenu.

La formation suivie par le candidat sera financée sur la professionnalisation. »

Article 3

Entrée en vigueur. – Dépôt. – Extension

Le présent avenant est conclu à durée indéterminée et entre en vigueur à compter de sa signature.

Le présent texte fera l'objet des formalités de dépôt, de publicité et d'extension prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2261-15 et D. 2231-1 du code du travail.

Article 4

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de la commission paritaire nationale et des signataires de l'accord.

Article 5

Révision

Le présent avenant pourra être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

Article 6

Force obligatoire de l'accord

Les accords collectifs de groupe, d'entreprises ou d'établissements de la branche du négoce des matériaux de construction ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent texte, en tout ou partie, sauf dispositions plus favorables aux salariés.

Fait à Paris, le 22 février 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FNBM.

Syndicats de salariés :

CSFV CFTC ;

FG FO ;

FNCB CFDT ;

CFE-CGC.